

# Grève. Mobilisation d'ampleur au lycée de Forges-les-Eaux contre la réforme des retraites

Une grande partie du personnel du lycée Delamare Deboutteville de Forges-les-Eaux est descendue dans la rue à Rouen pour manifester contre la réforme des retraites. Mardi 17 décembre, ils étaient de nouveaux à Rouen.

Mardi 10 décembre, 80 % des personnels enseignants, (majoritairement des professeurs, conseiller principal d'éducation et assistants d'éducation) étaient en grève au lycée Delamare Deboutteville. Ils se sont joints au mouvement de manifestation qui se déroulait dans les rues de Rouen. Une décision prise lundi 9 décembre suite à une assemblée générale du personnel.

Face au projet de réforme des retraites, les personnels du lycée de Forges-les-Eaux étaient déjà fortement mobilisés jeudi 5 décembre avec 77 % de grévistes. L'internat a, pour la première fois, dû fermer ses portes : les assistants d'éducation se sont également mobilisés alors qu'ils sont recrutés sur des contrats précaires.

Julien Vanhée représentant du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) explique : « **nous avons décidé de prolonger notre participation au mouvement de contestation du système de retraite par point avancé par le gouvernement. Nous resterons mobilisés tant que ce projet restera sur la table** ».

« **La réforme, telle que présentée par le rapport Delevoye, et commentée depuis par le gouvernement, prévoit pour tous des baisses considérables des pensions. Pour les personnels enseignants et éducatifs, cela revient entre 300 et 800 € de perte par mois pendant toute la retraite. Pour des personnels déjà sous-payés par rapport à la moyenne des pays européens, ces annonces portent un coup de grâce à l'attractivité des métiers de l'enseignement et de l'éducation. Les concours manquant cruellement de candidats. Des classes se retrouvent déjà sans professeur dans certaines matières** », expliquent les représentants du personnel du lycée Delamare Deboutteville. Et de détailler dans un communiqué : « **Pour nous calmer, le ministre nous propose une augmentation de 40 € par mois. Contre une baisse de 800 € ? Qui accepterait une telle dévaluation de sa rémunération, alors que d'année en année, il nous est demandé d'assumer de plus en plus de tâches et responsabilités, face à un salaire qui baisse continuellement ? Quel modèle de société transmettrons-nous à nos enfants, aux vôtres aussi ? Cette réforme les touchera**

